Alliance des Nations Unies entre les organismes publics et privés pour le développement rural

Premier pays pilote: MADAGASCAR



« Si la croissance économique doit s'attaquer à la pauvreté, il convient également d'avoir des politiques plus adaptées, des ressources plus importantes et des partenariats plus étroits. »

— Le Secrétaire général, Kofi Annan, Débat de haut niveau du Conseil économique et social, New York, le 29 juin 2005 L'Alliance des Nations Unies entre les organismes publics et privés pour le développement rural s'inscrit dans le cadre d'une série d'initiatives récemment lancées par le Conseil économique et social pour l'aider à assumer ses multiples tâches : encourager le progrès économique et social, promouvoir la collaboration et la coopération et faire le bilan de l'action menée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies pour mettre en exergue le rôle positif que les entreprises peuvent jouer dans le contexte du développement. L'Alliance a été créée à la suite de la Déclaration ministérielle du Conseil économique et social de 2003, qui encourageait la constitution d'alliances et de partenariats en faveur du développement rural. Le Conseil a décidé en juillet 2004 que Madagascar serait le premier pays pilote à bénéficier de cette initiative et en juillet 2005 que la République dominicaine serait le deuxième.

MISSION

L'Alliance des Nations Unies recense, met en évidence et incite à imiter les politiques et pratiques d'entreprise éprouvées, qui sont rentables et qui favorisent le progrès social et économique des ruraux.

OBJECTIFS

- Jouer un rôle moteur pour faciliter la mise en place de partenariats
- Recenser et promouvoir les relations économiques et commerciales dans plusieurs domaines d'activité
- ♦ Proposer un cadre de collaboration
- ♦ Appeler l'attention de la communauté internationale sur les résultats de ces efforts

FONCTIONS

L'Alliance des Nations Unies promeut l'entreprise et favorise le renforcement des capacités en la matière. Elle encourage, en forgeant des partenariats multipartites, les investissements, le commerce et les activités de développement rural durable. Enfin, son action appuie les efforts déployés vers les objectifs du Millénaire pour le développement.

ALLIANCE MADAGASCAR

L'Alliance Madagascar est une organisation à but non lucratif reconnue par décret et par la loi. Le Premier Ministre préside les réunions des participants de haut niveau des quatre groupes de parties prenantes — État, entreprises, ONG et partenaires techniques et financiers — qui forment l'Assemblée générale et le Conseil d'administration de l'Alliance.

PRIORITÉS MALGACHES

- ♦ Infrastructure : routes, ponts, etc.
- ♦ Eau potable et hygiène
- Énergie et hydroélectricité
- ♦ Agro-industrie
- ♦ Industries extractives
- ♦ Textiles, confection et artisanat
- ♦ Tourisme
- Développement des petites et moyennes entreprises et des secteurs financiers
- ♦ Technologie

PROJETS EN COURS

- Maurice-Madagascar: promotion des investissements transnationaux publics et privés dans l'agro-industrie
- ◆ L'Alliance Madagascar a collaboré avec le Mécanisme d'évaluation intra-africaine et la FAO à l'élaboration de cinq projets prometteurs de création de revenus grâce à la petite agro-industrie
- Promotion de plusieurs types de produits agricoles (oignons, pommes de terre, gingembre), artisanaux, etc.
- ♦ Promotion du microfinancement

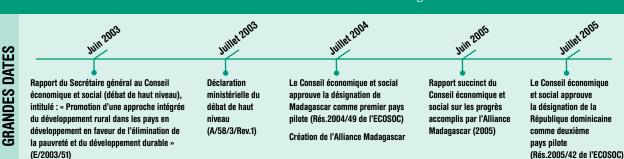
- ◆ Fourniture de plus de 400 ordinateurs (don à la province d'Antananarive),
 à l'intention des mairies et des écoles
- Mise en place de réseaux nationaux et régionaux entre les membres de l'Association Madagascar pour une meilleure gestion du développement rural
- Projet de production de miel et de fruits grâce à l'apiculture et la culture d'orchidées
- Mise à jour et expansion du site Web de l'Alliance pour la transmission d'informations aux parties prenantes

NOUVELLES PROPOSITIONS

- ♦ Établissement d'un bureau d'échange Afrique-Asie par le PNUD/CITDA
- Promotion de la participation du patronat malgache au quatrième Forum Asie-Pacifique des entreprises organisé par le PNUD/CITDA
- ◆ Formation à la pisciculture par l'Université d'Oklahoma
- Promotion de la coopération entre une grande université malgache et l'Université d'Oklahoma
- Mise en place par l'OCCAM d'un « Village TIC » à Madagascar en vue de combattre la pauvreté

TÂCHES ASSIGNÉES AU ONU/DAES/OESC

- Campagne en faveur des pays pilotes
- ♦ Rapports au Conseil économique et social sur les progrès accomplis
- ♦ Coordination des apports des parties prenantes
- Services de fond aux réunions intergouvernementales consacrées à l'Alliance



QUELQUES CHIFFRES SUR MADAGASCAR

INDICATEURS	2003
Population totale (en millions)	16,9
Croissance démographique (pourcentage annuel)	2,7
Revenu national brut (en milliards de dollars courants ÉU.)	4,9
PIB (en milliards de dollars courants ÉU.)	5,5
PIB par habitant (en dollars constants ÉU. de 1995)	228,7
Espérance de vie à la naissance (années)	55,7
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	78,0
Superficie (en milliers de km²)	587,0

Source : Base de données sur les indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale, août 2005.

ENTRÉES D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS			
Années	2002	2003	2004
En millions de dollars	8	13	45

STOCK D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS			
Années	1990	2000	2004
En millions de dollars	107	354	513

Annexe, tableaux B.1 et B.2. World Investment Report 2005: Transnational Corporations and the Internationalization of R&D. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

STRUCTURE DES ÉCHANGES			
Principales exportations en 2001	(En millions de dollars ÉU.)		
Produits de la zone franche industrielle (textiles)	344		
Vanille	166		
Clous de girofle	97		
Principales importations en 2001			
Produits combustibles	170		
Biens d'équipement	166		
Produits de consommation	134		

 ${\it Madagascar Country Report, The Economist Intelligence \ Unit, septembre\ 2005.}$



Le Président de Madagascar au Sommet mondial de 2005

Le Président de Madagascar, Marc Ravalomanana, déclare au Sommet mondial de 2005 des Nations Unies :

« Nous sommes déterminés à atteindre ces objectifs du Millénaire, mais ... c'est seulement avec une nouvelle approche de la communauté internationale en faveur de l'Afrique que nous pourrons atteindre ces objectifs. »

(14 septembre 2005, New York)

Alliance des Nations Unies entre les organismes publics et privés pour le développement rural Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination

Département des affaires économiques et sociales Organisation des Nations Unies

Téléphone : (212) 963-5757

Télécopieur : (212) 963-7454

www.un.org/esa/coordination/Alliance/home